

(4)

(N° 183)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1912.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

MESSIEURS,

La proposition de loi sur laquelle nous avons l'honneur de faire rapport est due à l'initiative parlementaire de MM. Janson, Buyl et Daens et a pour objet de modifier la date des élections législatives qui, en vertu du Code électoral, ont lieu au quatrième dimanche de mai, et de les fixer au quatrième dimanche d'octobre. Comme corollaire, l'article 252, même Code, qui fixe au mois de juillet le renouvellement partiel des Chambres, après dissolution, subit la même modification.

Mais dès la première séance tenue par la Commission un des auteurs de la proposition a déclaré que la date déterminée par elle n'était pas admissible et qu'il y avait lieu de fixer la date pour les élections dans la première quinzaine de mai. La proposition initiale était donc virtuellement retirée et remplacée par une autre, sans qu'aucun texte précis ait été remis aux membres de la Commission.

C'est donc sur ce texte nouveau, mais inédit, que se sont portées les discussions de la Commission.

Un des auteurs a fait valoir, à l'appui de la proposition, que c'est en effet au début du mois de mai que les ouvriers allant travailler temporairement

(1) Proposition de loi, n° 84 (session de 1907-1908).

(2) La Commission, présidée par M. NERINX, était composée de MM. BERLOZ, COLAERT, DELPORTE (ANTOINE), DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, MABILLE et STANDAERT.

hors du pays étaient encore pour le grand nombre chez eux et que l'exode de la masse augmentait dès la seconde quinzaine de mai pour être à son point culminant dans la seconde quinzaine de juin. Le chiffre baisse après le 15 août, et en octobre l'exode reprend.

D'après ce membre, il y aurait 60,000 citoyens belges qui vont chercher du travail temporaire à l'étranger, notamment en France.

Il fut répondu que ce dernier chiffre semblait fortement exagéré, que du reste tous ces ouvriers n'avaient pas atteint l'âge électoral et que ceux qui de ce chef n'étaient pas électeurs atteignaient 30 ou 35 % de l'ensemble. Ceci ne fut du reste pas contesté par les auteurs de la proposition ; mais des doutes restaient planer sur l'intensité de cette émigration temporaire, quant au nombre et quant aux époques diverses de l'année.

Pour les dissiper, la Commission posa une question à M. le Ministre de l'Intérieur, et celui-ci donna les renseignements suivants :

Bruxelles, le 20 décembre 1911.

*A Monsieur le chevalier de Ghellinck d'Elseghem,
rapporteur de la Section centrale.*

MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

Vous avez bien voulu me demander, au nom de la Section centrale chargée d'examiner la proposition de loi déposée le 21 décembre 1907 par MM. Buyl et consorts, quel est, pour chacun des mois de mai, juin, juillet, août, septembre et octobre, le nombre des ouvriers belges travaillant en France aux travaux de culture.

Mon Département a fait procéder en 1897 à une enquête sur la question qui fait l'objet de votre demande, et depuis cette époque il n'a pas été recueilli de renseignements nouveaux.

Il ne semble pas que la situation ait subi des changements autres que ceux qu'a dû produire l'augmentation du nombre des habitants, et je n'ai pas cru pouvoir imposer aux administrations communales, chargées actuellement de travaux multiples d'intérêt général, la confection d'une statistique dont les éléments ne peuvent pas être puisés dans des documents existants, mais doivent être réunis à la suite de recherches souvent longues et difficiles.

J'ai l'honneur d'indiquer ci-dessous, d'après les données recueillies en 1897 et en tenant compte de l'augmentation de la population, le nombre approximatif des ouvriers absents du pays pendant la période envisagée :

Mois de mai.	1 ^{re} quinzaine	31,008
	2 ^e id.	41,409
Id. juin.	1 ^{re} quinzaine	43,181
	2 ^e id.	43,793

Mois de juillet . .	1 ^{re} quinzaine . .	45,546
	2 ^e id. . .	45,801
Id. août . .	1 ^{re} quinzaine . .	40,784
	2 ^e id. . .	29,171
Id. septembre .	1 ^{re} quinzaine . .	22,955
	2 ^e id. . .	20,591
Id. octobre . .	1 ^{re} quinzaine . .	17,652
	2 ^e id. . .	14,627

Recevez, Monsieur le Rapporteur, mes salutations très empressées.

Le Ministre,

PAUL BERRYER.

Il résulte de cette réponse que c'est, en effet, au commencement du mois de mai que l'exode est le moins fort, du moment qu'on écarte les mois de septembre et d'octobre.

La Commission examina alors la possibilité de fixer la date des élections au commencement de mai, et cette question prenait une importance spéciale cette année, vu la coïncidence des fêtes de la Pentecôte avec le quatrième dimanche de mai. On sait en effet que la loi du a décidé que lorsque cette coïncidence se présentait, les élections législatives sont remises au dimanche suivant.

Des membres de la Commission firent valoir que fixer les élections au dimanche suivant la Pentecôte était aggraver le mal dont on se plaignait et é mirent l'avis de fixer la date de celles-ci au dimanche précédent, ou même au deuxième dimanche de mai.

C'est alors qu'une nouvelle question fut posée au Ministre compétent pour connaître si des empêchements sérieux s'opposaient à cette fixation nouvelle.

La réponse du Ministre résume en somme les arguments développés par ceux des membres qui estimaient cette modification irréalisable.

Voici la réponse *in extenso* :

Bruxelles, le 3 février 1912.

A Monsieur le chevalier de Ghellinck d'Elseghem, rapporteur de la Section centrale chargée de l'examen de la proposition de loi de MM. Janson et consorts.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

Par votre lettre du 21 décembre dernier, vous avez bien voulu me demander s'il existe un empêchement sérieux à ce que la date des élections législatives soit fixée au deuxième dimanche du mois de mai.

Cette question a été examinée à diverses reprises par la Chambre, qui a reconnu chaque fois qu'il était impossible d'avancer la date fixée par la loi du 31 mars 1898.

Les listes électorales entrent en vigueur le 1^{er} mai, et il serait impossible d'avancer cette date, fût-ce de quinze jours, sans remanier toute la série des délais prévus pour les diverses opérations de la revision de ces listes. On a réduit au strict minimum la durée des divers délais, dont plusieurs sont dénoncés comme insuffisants, et il est impossible de fixer à une époque plus rapprochée la date initiale de la revision.

D'autre part, un délai de plus de vingt jours doit être prévu entre la date de l'entrée en vigueur des listes et le jour de l'élection. L'article 144 du Code électoral porte en effet que « vingt jours au moins avant l'élection », le commissaire d'arrondissement transmet deux extraits des listes électorales au magistrat présidant le premier bureau de chaque canton. Ces listes doivent servir aux présidents des bureaux électoraux, pour désigner leurs assesseurs et, aux termes de l'article 146 du Code électoral, le bureau principal doit être constitué au moins quinze jours avant le scrutin.

Il ne doit pas être perdu de vue également que les candidats doivent être présentés quinze jours au moins avant l'élection et que la qualité d'électeur des signataires de l'acte de présentation est constatée par les nouvelles listes électorales.

A raison des considérations qui précèdent, il est impossible d'avancer la date que prévoit l'article 153 du Code électoral et qui peut tomber le 22 mai, soit vingt et un jours après l'entrée en vigueur des listes électorales

Le Ministre,

PAUL BERRYER.

A peine la réponse reçue, la Commission se réunit de nouveau et immédiatement se posa la question de savoir si les délais accordés aux Cours d'appel pour l'examen des affaires électorales en litige n'étaient pas susceptibles d'être réduits.

A cet effet, une nouvelle question fut posée à M. le Ministre. Nous la donnons ici *in extenso* avec les réponses qui nous sont parvenues, ainsi que les rapports des présidents de nos trois Cours d'appel.

Bruxelles, le 6 février 1912.

A Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

MONSIEUR LE MINISTRE,

La Section centrale chargée d'examiner la proposition de loi relative à la date des élections et due à l'initiative parlementaire de MM. Janson, Buyl

et Daens, après avoir pris connaissance de la réponse que vous avez bien voulu lui adresser en date du 3 février dernier, me charge de vous demander s'il n'y aurait pas possibilité d'écourter les délais accordés aux Cours d'appel et de fixer la mise en vigueur des listes électorales au 23 avril, au lieu du 1^{er} mai, ce pour les années où le quatrième dimanche de mai coïncide avec la fête de la Pentecôte.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Le Rapporteur,
DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

Bruxelles, le 15 février 1912.

A Monsieur le chevalier de Ghellinck d'Elseghe, rapporteur de la Section centrale chargée de l'examen de la proposition de loi déposée par MM Janson et consorts.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

Par votre lettre du 6 février courant, vous avez bien voulu me demander si, pour les années où le quatrième dimanche de mai coïncide avec la fête de la Pentecôte, il n'y aurait pas possibilité d'écourter les délais accordés aux Cours d'appel et de fixer la mise en vigueur des listes électorales au 23 avril au lieu du 1^{er} mai.

Mon administration ne dispose pas des éléments nécessaires pour apprécier si cette mesure serait pratiquement réalisable et si la Cour d'appel disposerait d'un temps suffisant dans le cas où on réduirait de sept jours le délai de quarante-six jours que la loi lui accorde pour statuer sur les recours électoraux.

J'ai, en conséquence, transmis votre lettre à mon collègue de la Justice, plus spécialement compétent pour fournir les renseignements désirés.

Veuillez agréer, Monsieur le Rapporteur, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre,
PAUL BERRYER.

Bruxelles, le 22 mars 1912.

A Monsieur de Ghellinck d'Elseghe, rapporteur de la Section centrale.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

J'ai l'honneur de vous transmettre, en communication, les rapports ci-joints de MM. les premiers Présidents des Cours d'appel, que mon collègue de la Justice vient de me faire parvenir.

Vous trouverez dans ces rapports les renseignements que vous avez bien voulu me demander par votre lettre du 6 février dernier.

Le Ministre,
PAUL BERRYER.

Gand, le 26 février 1912.

A Monsieur le Ministre de la Justice, Bruxelles.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre dépêche du 21 février 3^e Division générale R, j'ai l'honneur de vous faire savoir que la revision des listes électorales sera terminée à Gand vers le 15 avril, exception faite de quelques pourvois en cassation et des enquêtes devant les juges de paix.

Les dossiers sont mis à la disposition de la Cour après le 5 mars; il y aura, comme d'habitude, une audience ordinaire civile ou correctionnelle et deux audiences électorales fixées, par semaine.

Il y a 1,720 affaires; six sections qui rendront chacune 50 arrêts par semaine; la besogne sera terminée à la mi-avril, sauf quelques affaires en instruction.

En faisant diligences, on pourrait peut-être terminer le gros de la besogne au 6 avril, veille de Pâques.

Mais il y a lieu de tenir compte de l'article 140 du Code électoral qui prescrit aux juges de paix de prévenir les parties, admises à l'enquête, au moins huit jours d'avance et de l'article 146 du même Code qui fixe, en cas de pourvoi, un délai de quinze ou de huit jours pour la formation du dossier au greffe de la Cour d'appel, avant la transmission du greffier en chef de la Cour de cassation.

Pendant l'année judiciaire 1908-1909, il n'y eut que 2 pourvois et 2 arrêts cassés. En 1909-1910, il y a eu 17 pourvois; 6 ont été accueillis, 11 ont été rejetés. En 1910-1911, 6 pourvois; 2 ont été accueillis et 4 rejetés.

Quant aux renvois par la Cour de cassation à la Cour de Gand, il y en eut 8 en 1909; 44 en 1910 et 47 en 1911.

Aux termes de l'article 8 du Code électoral, modifié par la loi du 31 mars 1898, la condition d'âge en matière électorale est fixée au 1^{er} mai. Sous les réserves ci-dessus, j'estime que la revision pour l'année courante sera terminée à Gand vers le 15 avril; que pour les années suivantes où le quatrième dimanche de mai coïncidera avec les fêtes de la Pentecôte il sera nécessaire d'avancer la date du dépôt des dossiers au greffe de la Cour d'appel, laquelle est actuellement fixée au 5 mars.

Le Premier Président,
F. VERBEKE.

Liège, le 24 février 1912.

A Monsieur le Ministre de la Justice, Bruxelles.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à votre dépêche en date du 21 février courant, 3^e Direction générale B, j'ai l'honneur de vous adresser mon avis sur le point de savoir s'il est possible sans trop d'inconvénients, en ce qui concerne la Cour d'appel de Liège, d'écourter les délais accordés aux Cours d'appel pour statuer sur les recours électoraux et de fixer certaines années la mise en vigueur des listes électorales au 23 avril au lieu du 1^{er} mai.

D'après les renseignements que j'ai recueillis, le nombre des affaires électorales soumises à la Cour d'appel de ce siège sera cette année-ci d'environ 4,500. Celles de ces affaires dans lesquelles la Cour n'ordonnera ni enquêtes, ni autres mesures d'instruction, seront certes jugées *avant le 10 avril prochain*. Quant aux affaires dans lesquelles la Cour rendra, avant de statuer au fond, des arrêts interlocutoires, elles peuvent être évaluées (au neuvième du total des affaires inscrites), je dis à 9 % du total des affaires inscrites, soit environ 400; il résulte, en effet, des recherches que j'ai fait faire, que de 1907 à 1910 la proportion entre le nombre des arrêts interlocutoires et celui des affaires portées devant la Cour d'appel a varié de 8 à 10 %; en 1911, cette proportion a même été de 16 %, mais il a été constaté que lorsque les listes revisées doivent servir, comme elles ont servi en 1911, aux élections à faire pour le renouvellement partiel des Conseils communaux, les enquêtes postulées et autorisées sont bien plus nombreuses.

Dans *quelques* cantons, les juges de paix commis à l'effet de recevoir les enquêtes en matière électorale sont vraiment surchargés de besogne; malgré toute la diligence dont ces magistrats font preuve dans l'accomplissement de leur mission, les procès-verbaux des enquêtes ne parviennent au greffe de la Cour d'appel qu'avec un certain retard; aussi la Cour d'appel de ce siège a-t-elle *chaque* année rendu *postérieurement au 23 avril* des arrêts *après enquêtes*; elle en a rendu notamment 89 en 1906, 75 en 1907, une soixantaine en 1908 et 1909, 69 en 1910 et 276 en 1911. Comme les affaires électorales dont la Cour est saisie cette année-ci sont bien plus nombreuses que les années précédentes, il est probable, pour ne pas dire certain, que *toutes* ces affaires ne pourront être jugées avant le 23 avril et qu'à cette date il y aura pour le moins *cent* sur lesquelles il n'aura pas été possible de statuer; les affaires en retard d'être jugées seront des affaires dans lesquelles des enquêtes auront été autorisées.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le Premier Président,

A. F. ROYS.

Bruxelles, le 23 février 1912.

A Monsieur le Ministre de la Justice, à Bruxelles.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, en réponse à votre dépêche du 21 de ce mois (reçue ce matin), 3^e direction générale B, de vous faire savoir que, non seulement les délais accordés aux Cours d'appel pour statuer sur les recours électoraux ne peuvent être écourtés à la Cour d'appel de Bruxelles, mais qu'il sera bien difficile que le travail électoral qui incombe à cette Cour puisse être terminé le 1^{er} mai.

La Cour aura à connaître cette année de plus de 9,500 recours électoraux : les délais ont été prorogés dans trois communes.

Aux termes de l'article 101 du Code électoral, les dossiers et leurs annexes ne doivent être envoyés au greffier en chef de la Cour d'appel que le 5 mars. Ils ne lui parviennent tous que du 5 au 7 mars généralement et c'est alors seulement que le triage et le classement de ces dossiers peuvent commencer.

Avant que la vérification du nombre de dossiers, leur classement par commune, la vérification des numéros du commissariat d'arrondissement, leur inscription au rôle général de la Cour, avec les indications nécessaires pour éviter toute erreur, l'inscription au rôle particulier de chaque chambre (7^e et 14^e sections), la distribution successive des affaires aux magistrats chargés de les examiner, etc., etc., ne soient terminés, il faut compter que quinze jours environ sont nécessaires et le travail électoral ne peut commencer avant le 1^{er} avril.

Il comportera au moins six semaines cette année.

Et encore faut-il tenir compte des enquêtes ordonnées par la Cour qui, à en juger par leur nombre habituel et notamment par celui de l'année dernière, s'élèveront à environ 1,500 et des pourvois en cassation !

Il me paraît donc de toute impossibilité que le travail électoral soit écourté de telle façon que la mise en vigueur des listes puisse être fixée au 23 avril au lieu du 1^{er} mai, comme le prescrit la loi du 31 mars 1898.

La Cour fera ce qu'elle pourra pour terminer dans le plus bref délai le travail de revision, toutes affaires, sauf les affaires correctionnelles, cessantes.

Quarante-deux magistrats, au minimum, s'en occuperont et examineront chacun trente-six réclamations par semaine : il n'est pas possible de leur demander de faire plus, le travail qui leur incombe consistant dans l'examen des réclamations à domicile, dans l'étude parfois compliquée des questions soulevées, dans la préparation des projets d'arrêts, bien plus que dans le rapport et dans les débats à l'audience.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Président ff. de premier Président,

AMÉDÉE FAIDER.

Si la réponse de l'honorable Président de la Cour d'appel de Gand est affirmative, celle de son collègue de Liège laisse planer un doute et celle de l'honorable Président ff. et aujourd'hui Premier Président de la Cour d'appel de Bruxelles est également très affirmative, mais dans un sens tout opposé à celui de la première réponse ci-jointe.

Cette réponse a paru tellement péremptoire aux membres de la Commission que cet aspect de la question a été abandonné et qu'on a examiné le point de savoir si d'autres délais ne pouvaient être écourtés, après la date du 1^{er} mai, mise en vigueur des nouvelles listes électorales.

Quelques jours auparavant un débat sur la date des élections avait en effet eu lieu à la Chambre (séance du mercredi 20 mars 1912); et l'honorable Ministre de l'Intérieur avait formellement déclaré que la date du dimanche 19 mai ne pouvait convenir, non pas qu'il n'y ait pas moyen de réduire certains délais à partir de la mise en vigueur des listes électorales, mais à cause de la stipulation de l'article 154 du Code électoral, qui exigeait la convocation des électeurs dans les quarante jours après la dissolution.

Or, les conseils provinciaux chargés d'élire les sénateurs provinciaux devaient être partiellement renouvelés et le jour de la Pentecôte, considéré par tous comme inadmissible lorsqu'il s'agit des élections législatives, ne pouvait pas être choisi sérieusement pour les élections provinciales. Dès lors, la date du 19 mai, ni encore moins celle du 12 mai, ne pouvaient convenir pour fixer les élections législatives.

Il y a du reste aussi à tenir compte du travail législatif énorme à accomplir et du peu de temps qui reste pour mener cette besogne à bon port.

Tenant compte de tous ces motifs et considérant aussi que pour cette année où une dissolution des deux Chambres est chose décidée, il n'entre pas dans les attributions du Pouvoir législatif de fixer le moment où la dissolution, prérogative royale, doit se faire, la Commission s'est bornée à exprimer le vœu qu'à l'avenir les élections aient lieu dans les vingt premiers jours du mois de mai; pour y arriver, il y aurait lieu de modifier certains délais et de peut-être avancer d'un mois la date de la revision annuelle des listes électorales, afin de donner un temps suffisant aux Cours d'appel pour examiner les recours.

Avant d'émettre ce vœu, la Commission avait, à l'unanimité de ses membres, rejeté la proposition initiale qui lui était soumise.

Le Rapporteur,

Chev. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

Le Président,

E. NERINCX.



(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 APRIL 1912.

Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen van het Kieswetboek ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, waarover wij de eer hebben verslag te doen, is te danken aan het initiatief der heeren Janson, Buyt en Daens en heeft voor doel, den datum der wetgevende verkiezingen te veranderen die, krachtens het Kieswetboek, plaats hebben den vierden Zondag van Mei en ze op den vierden Zondag van October te stellen. Deze verandering brengt eene gelijke verandering mee in artikel 252 van hetzelfde Wetboek, krachtens hetwelk, na de ontbinding, tot de gedeeltelijke verkiezingen voor de Kamers wordt overgegaan in de maand Juli.

Maar van af de eerste vergadering der Commissie heeft een der voorstellers verklaard dat de door hen bepaalde datum niet aanneemlijk is en dat de datum diende te worden gesteld in de eerste helft van Mei. Het eerste voorstel was dus in den grond ingetrokken en vervangen door een ander, zonder dat een bepaalde tekst aan de leden der Commissie ter hand gesteld werd.

Het is bijgevolg deze nieuwe, doch onuitgegeven tekst die door de Commissie werd behandeld.

Een der voorstellers deed tot staving van het voorstel gelden dat het inderdaad in het begin van Mei is dat de meeste werklieden, die tijdelijk

(1) Wetsontwerp, n° 84 (zittijd van 1907-1908.)

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer NERINX, was samengesteld uit de heeren BERLOZ, COLAERT, DELPORTE (ANTOINE), DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, MABILLE en STANDAERT.

buitenslands arbeiden, nog te huis zijn en dat het vertrek der massa vermeerderde van af de tweede helft van Mei om tot het hoogste punt te stijgen in de tweede helft van Juni. Het cijfer daalt na den 15ⁿ Augustus en in October herbegint het vertrek.

Volgens dat lid zouden er 60,000 Belgische burgers zijn, die tijdelijk werk gaan zoeken in het buitenland, vooral in Frankrijk.

Er werd geantwoord dat dit laatste cijfer zeer overdreven scheen, dat overigens al die werklieden den kiesouderdom niet hadden bereikt en dat zij, die uit dien hoofde geen kiezers waren, 30 of 35 t. h. uitmaakten. Dit werd overigens door de voorstellers niet betwist; doch er bleef twijfel heerschen over de grootte van die tijdelijke landverhuizing, wat betreft het getal en de verschillende tijden van het jaar.

Om dien twijfel te doen verzwinden, richtte de Commissie eene vraag tot den Minister van Binnenlandsche Zaken, en deze verstrekke de volgende inlichtingen:

Brussel, 20 December 1911.

*Aan den heer ridder de Ghellinck d'Elseghem,
verslaggever der Middenafdeeling*

MIJNHEER DE VERSLAGGEVER,

Namens de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel, neergelegd op 21 December 1907 door de heeren Buyl en medeleden, hebt gij mij wel willen vragen welk, voor iedere der maanden Mei, Juni, Juli, Augustus, September en October, het getal der Belgische werklieden is, die in Frankrijk landbouwwerk verrichten.

In 1897 deed mijn Departement een onderzoek over die zaak en sinds dien tijd werden er geen nieuwe inlichtingen ingewonnen.

Het schijnt niet dat de toestand andere veranderingen heeft ondergaan dan die welke moeten voortspruiten uit het getal inwoners, en ik heb niet gemeend aan de gemeentebesturen, thans belast met veelvuldige werken van algemeen belang, het opmaken eener statistiek te moeten opleggen, waarvan de gegevens niet kunnen geput worden in de bestaande stukken, doch moeten vereenigd worden na vaak langdurige en moeilijke opzoekingen.

Ik heb de eer hieronder, volgens de in 1897 ingezamelde opgaven en met inachtneming van de vermeerdering der bevolking, het benaderend getal op te geven van de werklieden die gedurende het bewuste tijdvak buitenslands waren :

Mei	.	.	.	.	1 ^e helft	.	.	.	31,008
					2 ^e id.	.	.	.	41,409
Juni	.	.	.	.	1 ^e helft	.	.	.	43,181
					2 ^e id.	.	.	.	43,793

Juli	1 ^o helft	43,546
	2 ^o id. . . .	45,801
Augustus	1 ^o helft	40,784
	2 ^o id. . . .	29,171
September	1 ^e helft	22,955
	2 ^e id. . . .	20,591
October	1 ^e helft	17,652
	2 ^e id. . . .	14,627

Met de meeste hoogachting.

De Minister,

PAUL BERRYER.

Uit dat antwoord volgt dat inderdaad in Mei het land het minst wordt verlaten, van het oogenblik dat men de maanden September en October van kant laat.

Dan onderzocht de Commissie de mogelijkheid om den datum der verkiezingen te bepalen in het begin van Mei, en dit jaar was die quaestie des te belangrijker daar de Pinksterfeesten samenvallen met den vierden Zondag van Mei. Men weet althans dat eene wet heeft beslist dat, ingeval van dit samentreffen, de wetgevende verkiezingen zouden uitgesteld worden tot den volgenden Zondag.

Leden der Commissie brachten in dat de bepaling der verkiezingen op den op Pinksteren volgenden Zondag eene verergering ware van het aangeklaagde euvel en brachten het oordeel uit dat de verkiezingen moesten gesteld worden op den voorgaanden Zondag of zelfs op den tweeden Zondag van Mei.

Toen werd tot den bevoegden Minister eene tweede vraag gericht om te weten of er ernstig bezwaar tegen dien datum bestond.

Het antwoord van den Minister vat eigenlijk de amendementen samen, ontwikkeld door die leden welke deze wijziging niet te verwezenlijken achtten.

Ziehier het antwoord in zijn geheel :

Brussel, den 3^e Februari, 1912.

Den heer ridder de Ghellinck d'Elseghem, verslaggever der Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel der heeren Janson en medeleden.

MIJNHEER DE VERSLAGGEVER,

Door uwen brief van 21 December jongstleden, vraegt gij mij of er ernstig bezwaar is dat de wetgevende verkiezingen gebeuren op den tweeden Zondag der maand Mei.

Die quaestie werd herhaaldelijk door de Kamer onderzocht, en deze bevond telkens dat het onmogelijk was den door de wet van 31 Maart 1898 bepaalden datum te vervroegen.

De kiezerslijsten worden van kracht op 1 Mei, en 't ware onmogelijk dien datum zelfs met veertien dagen te vervroegen, zonder heel de reeks uitstellen te herwerken, die zijn voorzien voor de verschillende verrichtingen van de herziening dier lijsten. De duur dier termijnen, waarvan verschillende ontoereikend blijken, werd tot op het minimum gebracht en 't is onmogelijk den datum, waarop de herziening begint, vroeger te stellen.

Van een anderen kant moet een termijn van meer dan twintig dagen voorzien worden tusschen den datum van het van kracht worden der lijsten en den dag der stemming. Artikel 141 van het Kieswetboek zegt trouwens dat « ten minste twintig dagen vóór de verkiezing » de arrondissementscommissaris twee uittreksels uit de kiezerslijsten stuurt aan den magistraat die het eerste bureel van ieder kanton voorziet. Die lijsten dienen aan de voorzitters der kiesbureelen om hunne bijzitters aan te duiden en, naar luid van artikel 146 van het Kieswetboek, moet het hoofdbureel worden samengesteld ten minste veertien dagen vóór de stemming.

Men moet insgelijks niet uit het oog verliezen dat de kandidaten moeten voorgedragen worden ten minste veertien dagen vóór de verkiezing en dat de hoedanigheid van kiezer van de ondertekenaars der voorstellingsakte door de nieuwe kiezerslijsten wordt bepaald.

Op grond van de voorgaande beschouwingen, is het onmogelijk den datum te vervroegen, door artikel 153 van het Kieswetboek voorzien en die kan vallen op 22 Mei, dus een en twintig dagen na het van kracht worden der kiezerslijsten.

De Minister,

PAUL BERRYER.

Pas was dat antwoord ontvangen of de Commissie vergaderde opnieuw en vroeg zich onmiddellijk af of de termijnen, aan de Hoven van Beroep toegestaan voor het onderzoek der aanhangige kieszaken, niet konden verminderd worden.

Te dien einde werd tot den Minister eene nieuwe vraag gericht. Wij nemen ze in haar geheel op met de ons toegekomen antwoorden, alsook de verslagen der voorzitters van onze drie Hoven van Beroep.

Brussel, 6 Februari 1912.

Aan den Minister van Binnenlandsche Zaken.

MIJNHEER DE MINISTER,

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende den datum der verkiezingen en uitgaande van de heeren Janson,

Buyl en Daens, na kennis te hebben genomen van het antwoord dat gij haar wel wildet geven den 3^e Februari jongstleden, gelast mij u te vragen of het niet mogelijk zou wezen de aan de Hoven van Beroep verleende termijnen te verminderen en het van kracht worden der kiezerslijsten te bepalen op 23 April in plaats van 1 Mei, en zulks voor de jaren waar de vierde Zondag van Mei samenvalt met het feest van Pinksteren.

Met de meeste hoogachting.

De Verslaggever,
DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

Brussel, 15 Februari 1912.

Den heer ridder de Ghellinck d'Elseghe, verslaggever der Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel ingediend door de heeren Janson en medeleden.

MIJNHEER DE VERSLAGGEVER,

Door uwen brief van 6 Februari, wildet gij mij wel vragen of voor de jaren dat de vierde Zondag van Mei samenvalt met het feest van Pinksteren, het niet mogelijk ware de termijnen, aan de Hoven van Beroep verleend, in te korten en het van kracht worden der kiezerslijsten te bepalen op 23 April in plaats van 1 Mei.

Mijn bestuur bezit de noodige gegevens niet om te onderzoeken of die maatregel in de praktijk kan verwezenlijkt worden en of het Hof van Beroep over een voldoende tijd zou beschikken ingeval men den termijn van zes en veertig dagen, duur door de wet verleend om over de kieszaken uitspraak te doen, met zeven dagen zou verminderen.

Bijgevolg heb ik uwen brief gestuurd naar mijnen collega van Justitie, die meer bijzonder bevoegd is om de gewenschte inlichtingen te verstrekken.

Met de meeste hoogachting.

De Minister,
PAUL BERRYER.

Brussel, 22 Maart 1912.

Den heer de Ghellinck d'Elseghe, verslaggever der Middenafdeeling.

MIJNHEER DE VERSLAGGEVER,

Ik heb de eer u mede te deelen de bijgaande verslagen van de eerste Voorzitters der Hoven van Beroep, welke mijn collega van Justitie mij heeft doen geworden.

In die verslagen zult gij de inlichtingen vinden welke gij mij wel hebt willen vragen door uwen brief van 6 Februari jongstleden.

De Minister,
PAUL BERRYER.

Gent, den 26^e Februari 1912.

Aan den Minister van Justitie, te Brussel,

MIJNHEER DE MINISTER,

Antwoordende op uw schrijven van 21 Februari, 3^e Algemeene Afdeling R, heb ik de eer u te laten weten dat de herziening der kiezerslijsten te Gent zal gedaan zijn omstreeks 15 April, met uitzondering van eenige voorzieningen in verbreking en van de enkwesten voor de vrederechters.

De dossiers worden na den 5^e Maart ter beschikking van het Hof gesteld; volgens gewoonte zal er eene gewone 't zij burgerlijke 't zij correctioneele zitting en twee zittingen voor de kieszaken per week zijn.

Er zijn 1,720 zaken; zes afdeelingen die ieder 50 arresten per week zullen uitspreken; het werk zal gedaan zijn half April, met uitzondering van eenige zaken die in onderzoek zijn.

Met spoed te maken zou men misschien het meeste werk kunnen afdoen op 6 April, daags vóór Passchen.

Doch er dient rekening te worden gehouden met artikel 110 van het Kieswetboek, dat aan de vrederechters voorschrijft de partijen, tot het onderzoek toegelaten, te verwittigen ten minste acht dagen te voren, alsook met artikel 116 van hetzelfde wetboek dat, ingeval van voorziening, eenen termijn voorschrijft van veertien of van acht dagen tot het samenstellen van het dossier ter griffie van het Hof van Beroep, vóór de verzending naar den hoofdgriffier van het Hof van Verbreking.

Gedurende het rechterlijk jaar 1908-1909, waren er maar 2 voorzieningen en 2 verbroken arresten. In 1909-1910, waren er 17 voorzieningen; 6 werden ingewilligd en 11 verworpen. In 1910-1911, 6 voorzieningen; 2 werden ingewilligd en 4 verworpen.

De verzendingen door het Hof van Verbreking naar het Hof van Gent waren ten getale van 8 in 1909, 41 in 1910 en 47 in 1911.

Naar luid van artikel 8 van het Kieswetboek, gewijzigd door de wet van 31 Maart 1898, is de ouderdomsvoorwaarde in kieszaken bepaald op 1 Mei. Onder voorgaande voorbehoudingen, ben ik van gevoelen dat de herziening voor het loopend jaar te Gent zal gedaan zijn rond 15 April; dat het, voor de volgende jaren waar de vierde Zondag van Mei zal samen vallen met de feesten van Pinksteren, zal noodig zijn den datum van de nederlegging der dossiers ter griffie van het Hof van Beroep te vervroegen, welke datum thans op 5 Maart is bepaald.

De Eerste Voorzitter,
F. VERBEKE.

Luik, 24 Februari 1912.

Aan den Minister van Justitie, te Brussel.

MIJNHEER DE MINISTER,

Als gevolg op uw schrijven van 21 Februari, 3^e Algemeene Afdeeling B, heb ik de eer u mijn advies te doen kennen over de vraag, of het mogelijk is zonder al te groote bezwaren, wat betreft het Hof van Beroep te Luik, de termijnen in te korten, verleend aan de Hoven van Beroep om uitspraak te doen over de beroepen in kiezaken en het van kracht worden der kiezerslijsten voor sommige jaren te bepalen op 23 April in stede van 1 Mei.

Volgens de door mij gewonnen inlichtingen zal het getal kiezaken, dit jaar aan het Hof van Beroep dezer stad onderworpen, ongeveer 4,500 bedragen. Deze dier zaken in welke het Hof geene enkwesten noch andere middelen van onderzoek zal bevelen, zullen zeker berecht worden *vóór 10 April aanstaande*. Wat betreft de zaken in welke het Hof, alvorens in den grond uitspraak te doen, tusschenvonnissen zal vellen, zij kunnen geraamd worden (op het negende van het totaal der ingeschreven zaken); ik zeg op 9 t. h. van het totaal der ingeschreven zaken, 't zij ongeveer 400; uit de opzoekingen, die ik deed doen, blijkt althans dat van 1907 tot 1910 de verhouding tusschen het getal der tusschenvonnissen en dat der voor het Hof van Beroep gebrachte zaken veranderde van 8 tot 10 t. h.; in 1911, was die verhouding zelfs 16 t. h.; maar er werd opgemerkt dat, wanneer die herziene lijsten, zooals in 1911, moeten dienen voor de verkiezingen tot gedeeltelijke hernieuwing der gemeenteraden, de gevraagde en toegelaten enkwesten veel talrijker zijn.

In *eenige* kantons zijn de vrederechters, aangesteld om tot de enkwesten in kiezaken over te gaan, waarlijk overlast van werk; niettegenstaande al den spoed dien zij maken bij de vervulling van hun ambt, komen de processen-verbaal der enkwesten ter griffie van het Hof van Beroep nog wat te laat toe; ook heeft het Hof van Beroep dezer stad *ieder* jaar *na 23 April* arresten gevelde *na enkwesten*; zij heeft er namelijk 89 uitgesproken in 1906, 75 in 1907, een zestigtal in 1908 en 1909, 69 in 1910 en 276 in 1911. Daar de kiezaken, die dit jaar aan het Hof zijn onderworpen, veel talrijker zijn dan de vorige jaren, is het waarschijnlijk, om niet te zeggen zeker, dat *al* die zaken niet *vóór 23 April* kunnen berecht worden en dat er op dien datum ten minste *honderd* zullen zijn, waarover het niet mogelijk zal geweest zijn uitspraak te doen; de zaken, die niet op tijd zullen berecht zijn, zijn die in welke enkwesten bevolen werden.

Met de meeste hoogachting,

De Eerste Voorzitter,

ALF. RUYS.

Brussel, den 28^o Februari 1912.*Den Minister van Justitie, te Brussel.*

MIJNHEER DE MINISTER,

Als antwoord op uw schrijven van 21 dezer maand (heden ochtend ontvangen), 3^e Algemeen Bestuur B, heb ik de eer u te laten weten dat niet alleen de termijnen verleend aan de Hoven van Beroep om uitspraak te doen over de beroepen in kieszaken, niet kunnen ingekort worden bij het Hof van Brussel, maar dat het zeer moeilijk zal wezen dat het kieswerk, hetwelk aan dit Hof is opgelegd, op 1 Mei gedaan weze.

Het Hof zal dit jaar moeten kennis nemen van meer dan 9,500 beroepen in kieszaken; de termijnen werden in drie gemeenten verlengd.

Naar luid van artikel 104 van het Kieswetboek, moeten de dossiers en hunne bijlagen slechts den 5ⁿ Maart naar den Hoofdgriffier van het Hof van Beroep worden gestuurd. Hij ontvangt ze, over 't algemeen, van den 5ⁿ tot den 7ⁿ Maart en alleen dan kan men met het schiften en klasseeren dier dossiers beginnen.

Vóór het einde van de opneming van het getal dossiers, hunne rangschikking per gemeente, het onderzoek van de nummers van den arrondissementscommissaris, de inschrijving op de algemeene rol van het Hof, met de vereischte aanwijzingen om alle dwaling te voorkomen, de inschrijving op de bijzondere rol van iedere Kamer (7^e en 14^e afdeelingen), de opvolgenlijke uitdeeling der zaken aan de magistraten die ze moeten onderzoeken, enz., enz., moet men rekenen dat ongeveer veertien dagen noodig zijn en het verkiezingswerk kan niet vóór 1 April aangevangen worden.

Dit jaar zal het ten minste zes weken vergen.

En dan nog dient rekening te worden gehouden met de door het Hof bevolen enkwesten, die, te oordeelen naar hun gewoon getal en inzonderheid naar dat van verleden jaar, tot ongeveer 1,500 zullen stijgen, en ook met de voorzieningen in verbreking!

Het schijnt mij dus gansch onmogelijk dat het kieswerk ingekort worde op zulke wijze dat het van kracht worden der lijsten kan worden bepaald op 23 April in stede van 1 Mei, zooals voorgeschreven is door de wet van 31 Maart 1898.

Het Hof zal doen wat het kan om het werk der herziening zoo gauw mogelijk af te doen, al de andere zaken, behalve de strafzaken, uitstellende.

Ten minste twee en veertig magistraten zullen er zich mede bezighouden en ieder zes en dertig eischen per week onderzoeken: het is niet mogelijk hun te vragen om meer te doen, daar het werk, dat hun wordt opgelegd, bestaat in het onderzoek der bezwaren ten huize, in de soms ingewikkelde studie der opgeworpen quaestiën, in de voorbereiding van ontwerpen van arresten, veel meer dan in het verslag en de debatten op de zitting.

Met de meeste hoogachting.

De Voorzitter dd. Eerste Voorzitter,
AMÉDÉE FAIDER.

Is het antwoord van den achtbaren Voorzitter van het Hof van Beroep te Gent bevestigend, dat van zijnen collega van Luik oppert twijfel en dat van den achtbaren Voorzitter, heden dd. Eerste Voorzitter van het Hof van Beroep te Brussel is ook zeer bevestigend, maar in den gansch tegenovergestelden zin als die van het eerste bijgaand antwoord.

Dat laatste antwoord scheen de leden der Commissie zoo afdoende, dat men van dit opzicht der quaestie heeft afgezien en men heeft onderzocht of niet andere termijnen konden worden ingekort na den datum van 1 Mei, waarop de nieuwe kiezerslijsten van kracht worden.

Eenige dagen te voren had er althans een debat over den datum der kiezerslijsten plaats gegrepen in de Kamer (vergadering van 20 Maart 1912), en de achtbare Minister van Binnenlandsche Zaken had uitdrukkelijk verklaard dat de datum van Zondag 19 Mei niet geschikt was, en wel niet omdat er geen middel zou zijn sommige termijnen in te korten van af het van kracht worden der kiezerslijsten, maar ter oorzaak van de bepaling van artikel 154 van het Kieswetboek, dat de bijeenroeping der kiezers eischt binnen veertig dagen na de ontbinding.

Welnu, de provincieraden, met de verkiezing der provinciale senatoren belast, moeten gedeeltelijk hernieuwd worden en de dag van Pinksteren, door allen als onaanneembaar aanzien, wanneer het de wetgevende verkiezingen betreft, kon niet ernstig voor de provinciale verkiezingen gekozen worden. Bijgevolg kon de datum van 19 Mei en nog minder die van 12 Mei voor de bepaling der wetgevende verkiezingen dienen.

Er dient overigens ook rekening te worden gehouden met het overgroote wetgevend werk, dat er blijft af te doen, en met den weinigen tijd, die ons daartoe overblijft.

Al die redenen in aanmerking nemend en ook overwegend dat voor dit jaar, waar de ontbinding der Kamers eene afgedane zaak is, de wetgevende macht niet bevoegd is om het oogenblik te bepalen waarop de ontbinding, een koninklijk voorrecht, moet gedaan worden, drukte de Commissie den wensch uit dat voortaan de verkiezingen zouden plaats hebben in de eerste twintig dagen van Mei; om daartoe te geraken, zouden sommige termijnen moeten gewijzigd worden en wellicht de datum van de jaarlijksche herziening der kiezerslijsten eene maand vroeger geplaatst, ten einde aan de Hoven van Beroep den noodigen tijd te geven om de beroepen te onderzoeken.

Alvorens dien wensch uit te drukken, had de Commissie met eenparige stemmen harer leden het eerste voorstel, dat haar was voorgelegd, verworpen.

De Verslaggever,

Ridder DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

De Voorzitter,

E. NERINX.

